

ENTRETIEN FRANÇOIS GRÜNEWALD, directeur général scientifique d'URD (urgence, réhabilitation, développement)

## « En Somalie, on apporte une réponse humanitaire à un problème politique »

► La famine s'aggrave en Somalie où, selon l'ONU, la moitié de la population souffre de la faim.  
► Depuis vingt ans, le pays connaît une succession de chocs qui érodent ses capacités de survie.  
► La communauté internationale n'a pas su prévenir cette crise et a commis plusieurs erreurs stratégiques.

Quelles sont les raisons structurelles de la crise alimentaire actuelle en Somalie ?

**François Grünewald :** Une société pastorale en zone aride ne peut fonctionner qu'avec de forts mécanismes de résilience, c'est-à-dire une réelle capacité à résister aux coups du sort. Jusque-là, quand il y avait moins de pluie, les éleveurs changeaient de zone, bougeaient leurs troupeaux, et c'était tout. Les conflits entre clans en Somalie ne s'en prenaient pas à ce système-là : le droit traditionnel somalien y veillait. L'équilibre tenait entre la population, l'État et les ressources naturelles en eau et en pâturage. Mais plusieurs facteurs se sont mis à dérégler tout ça.

D'abord, l'apparition d'une économie monétisée. Tout à coup, pour toutes sortes de raisons allant des impôts coloniaux à la consommation de nouveaux produits, il fallait plus de bétail pour avoir plus d'argent. Et la pression sur le pâturage s'est accentuée. Ensuite, les frontières telles qu'elles ont été fixées ne correspondaient à rien pour les éleveurs. Du jour au lendemain, ils ne pouvaient plus faire manger leurs bêtes dans des régions où ils allaient habituellement.

Enfin, les conditions agro-climatiques se sont considérablement dégradées. Ce sont des choses que nous ne parvenons pas encore à quantifier, mais on observe très clairement une dégradation progressive de la pluviométrie (il pleut moins) et la multiplication des



Des déplacés Somaliens dans un camp au sud de Mogadiscio reçoivent de l'aide alimentaire.

« Les pluies de juin 2010 ont été mauvaises, les pluies de septembre aussi. Tous les signaux étaient au rouge, mais personne n'a bronché. »

épisodes climatiques sévères (quand il pleut, il pleut trop et cela entraîne des inondations qui endommagent les récoltes). Tout cela rend les pratiques pastorales plus aléatoires.

Quel a été l'impact de la guerre, à partir de 1991 ?

**F. G. :** La guerre a apporté son lot de mouvements de population, de pillages de troupeaux, et d'argent dépensé pour acheter des armes et des munitions. Une partie de la population a migré dans la capitale et a laissé ses troupeaux derrière elle, ce qui a entraîné une baisse de la production globale. L'économie est alors entrée dans une spirale

de décapitalisation. Des chocs qui auraient pu être absorbés auparavant sont devenus de véritables crises. Car en 1992, il existait encore des greniers souterrains. Les populations stockaient leurs bonnes récoltes et pouvaient s'en servir pendant plusieurs années. Aujourd'hui, on est arrivé au bout de ces greniers : ils sont vides !

**On entend que la communauté internationale ne veut pas intervenir par peur de soutenir, voire de financer, la milice islamiste chebab, qui contrôle une partie du territoire, et à travers elle Al-Qaida...**

**F. G. :** Quelle mauvaise interprétation ! Le mouvement chebab a démarré bien avant l'émergence d'Al-Qaida, à un moment où des tribunaux islamiques tentaient de déminer la guerre des clans par un discours nationaliste : « *On est tous des Somaliens, disaient-ils en substance. Ce qui nous réunit, malgré nos conflits, c'est notre nationalité et notre religion.* » Les Somaliens

sont des gens très fiers, jamais ils n'auraient voulu d'Al-Qaida sur leur territoire. Mais après le 11-Septembre, personne ne voulait l'entendre. La stigmatisation les a poussés à la radicalisation. On les a jetés dans les bras d'Al-Qaida.

Et quelle erreur d'avoir envoyé des Éthiopiens à Mogadiscio en 2006, pour maintenir un gouvernement fédéral transitoire déjà très décrié ! C'est comme si en 1945 on avait envoyé des troupes allemandes pour soutenir le gouvernement de De Gaulle ! Toute la défiance des Somaliens envers l'Occident vient de là.

**Sait-on ce que représente le mouvement des chebabs ?**

**F. G. :** Ils sont sûrement quelques milliers, très bien armés. Jusque-là, ils aidaient la population en échange d'un ralliement ou au moins d'une certaine discrétion. Mais je ne suis pas sûr que cela fonctionne encore. Un peuple porte allégeance au système qui le protège, ou en qui il se reconnaît. Seul le clan avait cette capacité protectrice.

**N'y a-t-il pas une certaine hypocrisie internationale à considérer la Somalie comme un trou noir, alors qu'on a toujours refusé de s'y intéresser ?**

**F. G. :** Je ne pense pas que la Somalie soit un trou noir. Les systèmes de suivi de la situation en Somalie à partir de Nairobi sont très sophistiqués et les diplomates et les services secrets des grands pays suivent ce pays avec attention. Je pense en revanche qu'il est très difficile de travailler avec un gouvernement confiné à Mogadiscio, et de refuser de travailler avec les autres. Alors, tout ce qu'on peut faire, c'est laisser les ONG mettre des pansements. On apporte une réponse humanitaire à un problème politique : elle est là, l'hypocrisie.

D'autant que tout cela se fait dans un cynisme assez grave... Cette crise alimentaire, on la voit arriver depuis novembre. Les pluies de juin 2010 ont été mauvaises, les pluies de septembre aussi. Tous les signaux étaient au rouge, mais personne n'a bronché. Ni les ONG ni les bailleurs n'ont embayé. Non, on attend que les gamins crèvent. Vous savez, avec l'expérience, je pense qu'il n'y a pas une crise qu'on n'ait pas pu prévenir. Même pour le Rwanda, il y avait des signaux. Mais entendre une alerte, ça ne veut pas dire avoir le courage d'y répondre.

Désormais, nous devons être prêts à faire face à une crise alimentaire majeure dans les six prochains mois. Les gens n'ont pas pu récolter en juillet. Les pâturages sont en mauvais état. Tout dépendra des pluies d'automne et de la récolte de décembre. Les troupeaux semblent avoir subi de lourdes pertes et ça prendra du temps pour reconstruire le cheptel. Il y a un proverbe somalien qui dit : « *Quand le dernier chameau meurt, meurt le dernier homme.* » On n'a pas encore touché le fond.

RECUEILLI PAR MARION QUILLARD

[SUR WWW.LA-CROIX.COM](http://WWW.LA-CROIX.COM)  
Découvrez notre dossier sur la famine dans la corne de l'Afrique.

## PORTRAIT D'OPPOSANTS SYRIENS (5/5)

### La répression suivie en direct

**Rami Abdel Rahmane**

Directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme

► Principale source des médias occidentaux, Rami Abdel Rahmane affirme être à la tête d'un réseau de 200 militants, mais le mystère dont il s'entoure suscite parfois la méfiance.

Dix-sept morts à Deir Ezzor, mardi. Une centaine à Hama, la semaine dernière. Plus d'un million de manifestants en Syrie le 22 juillet. Ces chiffres que reprennent l'ensemble des médias ne proviennent souvent que d'un seul homme : Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres. Devenu la principale source des journalistes en Syrie depuis que Bachar Al Assad leur en a interdit l'accès,

il est aussi la cible des blogueurs pro-Al Assad, qui s'étonnent de le voir si bien – et si vite – informé. « *Mais enfin, qui est Rami Abdel Rahmane ?* », demandent-ils.

Joint par téléphone, l'homme ne répondra pas non plus aux interrogations de *La Croix*. « *Vu ce qui se passe à Deir Ezzor, je n'en aurai pas le temps* », se justifie-t-il. Car, minute par minute, Rami Abdel Rahmane suit en direct la répression des manifestants par le régime, grâce à son réseau de 200 militants présents dans toute la Syrie. « *Nos membres ne se connaissent pas entre eux afin d'éviter le risque de fuite en cas d'arrestation*, confiait-il au Point début juillet. *Je connais [les militants] soit personnellement, de l'époque où je vivais en Syrie, ou alors par l'intermédiaire d'amis. Nous communiquons par le biais de Gmail [messagerie en ligne], de Skype [système de téléphonie par Internet] ou du téléphone.* »

L'engagement du directeur de l'OSDH remonte au jour où, âgé de 7 ans, il a « *vu sa grande sœur battue par des agents de sécurité* », a-il expliqué. Âgé de 40 ans, il ne revendique aucune appartenance politique, se disant surtout proche d'autres militants syriens des droits de l'homme, comme Michel Kilo (*lire La Croix du 11 août*). Malgré « *la campagne de dénigrement menée par les services de renseignements syriens et leurs mercenaires* » contre sa personne et l'OSDH, Rami Abdel Rahmane ne perd pas espoir. « *La démocratie triomphera d'ici six mois, promet-il. Nous devons être patients, comme dans une guerre. Nous ne devons pas abandonner maintenant.* »

ANAÏS LLOBET

[SUR WWW.LA-CROIX.COM](http://WWW.LA-CROIX.COM)  
Retrouvez notre dossier sur la révolte dans les pays arabes.